

04 juin 2021

Les Etats-Unis, agresseur permanent !

“Les États-Unis sont un agresseur nucléaire en série dont le vernis de prétendue vertu n'est qu'un déguisement mince et de plus en plus transparent de leur faillite morale.”

Publié le 28 Mai 2021 par le site STRATEGIC CULTURE FOUNDATION (Traduction Comaguer)

Cet article récent a le mérite de rappeler que les gouvernements des Etats-Unis sont toujours dévorés depuis les 5 et 7 Aout 1945 (Hiroshima et Nagasaki) par l'ambition de dominer le monde par la terreur nucléaire : “Celui qui s'oppose à nous peut être anéanti”.

Dans la situation politique mondiale actuelle Daniel Ellsberg est tout à fait dans le rôle de lanceur d'alerte qui l'a rendu célèbre et qui donne du poids à sa récente prise de position, tellement de poids d'ailleurs qu'elle a été peu médiatisée. Mais il convient d'aller au delà de la simple dénonciation.

Ce que l'article ne dit pas c'est que ce ne sont ni les lanceurs d'alerte ni les mouvements pacifistes aussi déterminés et respectables soient-ils qui ont dissuadé les Etats-Unis de réutiliser l'arme nucléaire après 1945. Le seul obstacle a été la volonté permanente et acharnée de l'URSS et de la Fédération russe qui lui a succédé de ne jamais baisser la garde et de toujours être dans la course ininterrompue à la modernisation de l'arme nucléaire et des différents moyens (avions, missiles, sous-marins) de la transporter vers l'objectif ou aux divers instruments permettant de détruire ou de détourner les tirs adverses.

Les éditions Delga viennent de publier fort à propos sous le titre “*Guerre nucléaire , le jour d'avant*” une excellente synthèse de l'histoire de la guerre nucléaire qui n'a pas eu lieu mais dont les préparatifs n'ont jamais cessé, chaque avancée étasunienne entraînant une réaction de l'adversaire historique et les divers traités n'intervenant que lorsque les Etats-Unis constatant qu'ils n'avaient plus d'avance acceptaient de signer un traité qui marquait une pause dans la course. Mais une simple pause pas un arrêt car la dénonciation ou le gel des traités qui ont toujours été le fait des Etats-Unis restaient toujours envisageables et ont été pratiqués.

Ce livre est l'oeuvre de l'essayiste italien Manlio Dinucci , grand connaisseur des politiques militaires mondiales qui publie chaque semaine sur ce sujet une tribune dans le quotidien italien Il Manifesto, tribunes traduites en français comme le livre lui-même par Marie-Ange Patrizio.

Manlio Dinucci ex directeur executif pour l'Italie de *International Physicians for the prevention of Nuclear War* qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985 est porte-parole du *Comitato no Guerra no Nato* . Il a reçu en 2019 le prix international pour analyse géostratégique du *Club de periodistas de Mexico*.

Dans son edition française l'ouvrage comporte une postface de Bernard Genet, porte parole du comité anti impérialiste COMAGUER qui s'étend sur les rapports particuliers et très étroits de la République française avec l'arme atomique.

Le livre prend une actualité particulière depuis l'entrée en vigueur en Février 2021 du

TRAITE D'INTERDICTION DES ARMES NUCLEAIRES

Les États-Unis sont un agresseur nucléaire en série dont le vernis de prétendue vertu n'est qu'un déguisement mince et de plus en plus transparent de leur faillite morale.

Il y a plus de 60 ans, les chefs militaires américains étaient, plus qu'on ne le pensait jusqu'à présent, sur le point de lancer des bombes atomiques sur la Chine à cause d'une crise relativement mineure avec le territoire renégat de Taïwan. Les nouvelles révélations à ce sujet proviennent du lanceur d'alerte vétéran Daniel Ellsberg, qui a travaillé comme stratège en armement nucléaire à la Rand Corporation et au Pentagone dans les années 1950 et 1960.

C'est à Ellsberg que l'on doit les célèbres "Pentagon Papers", qu'il a divulgués il y a 50 ans, exposant les mensonges officiels des États-Unis sur leur participation criminelle à la guerre du Viêt Nam dans les années 1960 et 1970.

Aujourd'hui âgé de 90 ans, Daniel Ellsberg a lâché une autre bombe médiatique selon laquelle le Pentagone était prêt à attaquer la Chine et ses principales villes avec des armes nucléaires en 1958. Les détails ont été publiés par le New York Times. Mais il est troublant de constater que ces révélations choquantes ont à peine provoqué une vague dans les médias américains. Aucun éditorial n'a condamné le plan, ce qui indique une complaisance de la part des médias américains, à la limite de l'acquiescement à une telle action criminelle. Cette complaisance est profondément alarmante étant donné les dangers actuels de guerre découlant des provocations de Washington envers la Chine et la Russie.

Il semble incroyable qu'un crime aussi monstrueux ait été envisagé en 1958 alors que le souvenir de l'horreur perpétrée à Hiroshima et Nagasaki, les villes japonaises rasées par deux bombes atomiques américaines en août 1945, causant la mort d'au moins 200 000 personnes, principalement des civils était encore frais dans les mémoires. Si les Américains avaient donné suite leur projet d'attaquer la Chine 13 ans plus tard, le nombre de morts se serait élevé à plusieurs millions.

Ellsberg, qui pourrait être poursuivi en vertu de la loi américaine sur l'espionnage, à l'instar des dénonciateurs contemporains Edward Snowden et Julian Assange, a déclaré qu'il était motivé pour faire ses dernières révélations en raison du risque imminent de guerre résultant de l'escalade des tensions entre la Chine et les États-Unis au sujet de Taïwan et d'autres questions. Six décennies plus tard, il est remarquable de constater que les mêmes tensions existent. Cela s'explique par le fait que Washington continue de s'immiscer dans les affaires souveraines internes de la Chine, faisant de Taïwan un pion dans son jeu impérialiste. Ce sont les États-Unis qui attisent l'hostilité en remettant en cause la politique d'une seule Chine qui, jusqu'à présent, a reconnu nominalement la revendication territoriale de Pékin sur Taïwan.

En 1958, avant l'adoption en 1979 de la politique d'une seule Chine, les États-Unis ont pris le parti de Taïwan dans la guerre civile entre les communistes et les nationalistes dirigés par Tchang Kaï-chek, dont les forces se sont réfugiées sur l'île après leur défaite sur le continent en 1949. Plutôt que d'accepter l'issue de la guerre civile, les États-Unis ont continué à soutenir Tchang et son régime du Kuomintang. Taïwan est devenue un territoire insulaire renégat qui a existé en grande partie grâce au soutien militaire américain. Cela fait partie de l'"ambiguïté stratégique" adoptée par Washington, même si, depuis 1979, les États-Unis reconnaissent officiellement l'autorité de Pékin sur Taïwan. "Duplicité stratégique" serait un terme plus exact.

Les administrations américaines successives, sous Obama, Trump et maintenant Biden, ont pris des mesures importantes pour saper la politique d'une seule Chine et pour montrer un soutien croissant à la déclaration d'indépendance potentielle de Taïwan. Si une telle démarche devait avoir lieu, la Chine a juré d'utiliser la force militaire pour affirmer son contrôle sur le territoire. Cela entraînerait sans aucun doute une guerre avec les États-Unis. Les chefs du Pentagone ont déjà déclaré ces derniers mois qu'une guerre pourrait survenir dans les cinq ans. Et au vu de la manière dont les relations se détériorent rapidement entre Washington et Pékin - la dernière provocation en date étant l'insinuation par Biden cette semaine que la pandémie de Covid-19 pourrait provenir d'un laboratoire chinois de virologie à Wuhan - il n'est pas difficile d'envisager comment les tensions pourraient dégénérer en une véritable guerre.

La préoccupation d'Ellsberg est que la volonté de Washington d'utiliser des armes nucléaires en 1958 contre la Chine est toujours présente aujourd'hui. Cela devrait être une préoccupation pour le monde entier. Contrairement à 1958, la Chine est

aujourd'hui une formidable puissance nucléaire et il ne fait aucun doute qu'elle riposterait, ce qui entraînerait une conflagration nucléaire. Néanmoins, certains planificateurs américains se bercent de l'illusion qu'ils peuvent sortir gagnants d'une attaque préventive. Les Etats-Unis sont les seuls parmi les grandes puissances nucléaires à ne pas avoir renoncé explicitement à une politique de première frappe.

Ce qui laisse également perplexe, c'est que les États-Unis sont le seul pays à avoir utilisé des armes nucléaires de destruction massive en temps de guerre et qu'ils continuent pourtant à justifier officiellement ce crime flagrant comme un moyen nécessaire pour mettre fin à la guerre du Pacifique contre le Japon. Le sentiment de droit et d'impunité est consternant.

En outre, la volonté d'utiliser des armes nucléaires contre la Chine en 1958 n'est pas la seule fois où un plan aussi abominable a été élaboré. Il y a eu plusieurs occasions, notamment :

- En 1949, Washington a formulé l'opération Dropshot qui prévoyait de larguer 300 armes atomiques sur 100 villes et villages de l'Union soviétique. Cette opération a été rationalisée comme une réponse au cas où l'Union soviétique étendrait son allégeance aux nations d'Europe occidentale et d'Asie.

- En 1950 et 1953, les administrations de Harry Truman et Ike Eisenhower ont menacé de l'utilisation d'armes nucléaires contre la Chine en raison du soutien de cette dernière à la Corée du Nord dans la guerre civile contre la Corée du Sud soutenue par les Américains.

- En 1961, les chefs d'état-major interarmées des États-Unis ont préconisé une attaque nucléaire préventive contre l'Union soviétique, mais le président John F. Kennedy, que l'idée répugnait s'y est opposé. Kennedy a ensuite mis en œuvre un traité historique de contrôle des armements avec le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev, qui, selon de nombreux chercheurs, a conduit à son assassinat par la CIA en 1963.

La propension des États-Unis à utiliser des armes nucléaires peut être considérée comme une forme de chantage et de terrorisme d'État contre le reste du monde. Ils ont utilisé ces armes sans s'excuser, ils ont explicitement menacé d'utiliser ces armes à plusieurs reprises, et ils continuent de menacer tacitement d'utiliser ces armes au moment de leur choix. En bref, c'est du terrorisme d'État.

Le fait que la Chine ou la Russie puissent riposter avec une force dévastatrice donne sans doute à réfléchir aux dirigeants américains. Mais ce qui est répréhensible et tout à fait criminel, c'est l'imprudance avec laquelle les dirigeants américains continuent à pousser la dynamique de la guerre malgré leurs sermons moralisateurs sur le maintien de "l'ordre international fondé sur des règles".

Cette semaine, l'administration Biden a annoncé qu'elle ne rejoignait pas le traité "Ciel ouvert", dont l'administration précédente de Trump s'était retirée. C'est au moins le troisième traité de contrôle des armements que les États-Unis abandonnent unilatéralement - l'ABM, l'INF et maintenant l'OST *. Une fois encore, les États-Unis compromettent gravement la sécurité mondiale en se fondant sur des revendications provocatrices et sans fondement à l'encontre de la Russie et de la Chine.

Lorsque Biden rencontrera le président Poutine le mois prochain à Genève, les médias américains disent que le premier va soulever plusieurs problèmes (*Ndt : les fameux "droits de l'homme" sujet sur lequel les États-Unis sont aveugles sur leurs propres violations*) avec le leader russe. Ces reportages prétentieux impliquent un sens de l'autorité morale tout à fait déplacé. En fait Poutine posera à la partie américaine des problèmes beaucoup plus authentiques et urgents au sujet de son assaut contre la sécurité mondiale.

- *Notes du traducteur:*

- *Le traité ABM signé à Moscou par les États-Unis et l'URSS le 26 Mai 1972 concernait les missiles antibalistiques. Il a été dénoncé par GW Bush le 13 Juin 2002.*
- *L'INF (en français FNI) traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire a été signé le 8 décembre 1987 à Washington par Reagan et Gorbatchev. Les États-Unis sont sortis du traité le 01.02.2019*
- *L'OST (en français Traité Ciel ouvert) signé en 1992 est entré en vigueur le 01.01.2002. Le 21 mai 2020 Les États-Unis ont annoncé leur retrait qui est devenu effectif six mois plus tard.*

May 28, 2021 | Editorial

The United States Is a Serial Nuclear Aggressor Whose Moral Bankruptcy Threatens World Peace

The United States is a serial nuclear aggressor whose veneer of supposed virtue is a thin and increasingly transparent disguise for moral bankruptcy.

More than 60 years ago, American military chiefs were closer than previously known to dropping atomic bombs on China over a relatively minor crisis with the renegade territory of Taiwan. The new revelations came from veteran whistleblower Daniel Ellsberg who worked as a nuclear weapons strategist at the Rand Corporation and at the Pentagon during the 1950s and 60s.

Ellsberg was the source of the famous Pentagon Papers which he leaked 50 years ago exposing the official U.S. lies about its criminal involvement in the Vietnam War during the 1960s and 70s.

Now at the age of 90, Daniel Ellsberg has dropped another media bombshell – that the Pentagon was ready to attack China and its major cities with nuclear weapons in 1958. The details were [published](#) by the New York Times. But it is perturbing that the shocking revelations barely caused a ripple in the U.S. media. There were no editorials condemning the plan which indicates a complacency among the U.S. media bordering on acquiescence towards such criminal action. This complacency is deeply alarming given the present dangers of war stemming from Washington's provocations towards China and Russia.

It seems incredible that such a monstrous crime in 1958 was being considered fresh from the memory of the horror perpetrated at Hiroshima and Nagasaki, the Japanese cities razed by two U.S. atomic bombs in August 1945 causing the deaths of at least 200,000 mainly civilians. If the Americans had gone ahead with the plan some 13 years later to attack China the death toll would have been in the millions.

Ellsberg, who could face prosecution under the U.S. Espionage Act similar to contemporary whistleblowers Edward Snowden and Julian Assange, said he was motivated to make his latest revelations because of the imminent risk of war from escalating tensions between China and the United States over Taiwan and other issues. Six decades on, it is notable how the same tensions exist. This is because Washington continues to meddle in China's internal sovereign affairs, making Taiwan a pawn in its imperialist game. It is the U.S. that is stoking the hostility by reneging on its One China policy which has up to now nominally recognized Beijing's territorial claim to Taiwan.

In 1958, before the One China policy was adopted in 1979, the U.S. sided with Taiwan in China's civil war between the Communists and Nationalists led by Chiang kai-shek whose forces fled to the island after their defeat on the mainland in 1949. Rather than accepting the outcome of the civil war, the U.S. continued to support Chiang and his Kuomintang regime. Taiwan became a renegade island territory which has existed in large part due to American military support. This is part of the "strategic ambiguity" adopted by Washington even though since 1979 the United States officially recognizes Beijing's authority over Taiwan. "Strategic duplicity" would be a more accurate term.

Successive American administrations under Obama, Trump and now Biden have moved significantly to undermine the One China policy and to show increasing support for Taiwan's would-be declaration of independence. If such a move were to take place, China has vowed to use military force to assert control over the territory. That would no doubt lead to war with the United States. Pentagon chiefs have already said in recent months that a war could happen within five years. And from the way relations are rapidly deteriorating between Washington and Beijing – the latest provocation due to Biden's [insinuation](#) this week that the Covid-19 pandemic may have originated from a Chinese virology laboratory in Wuhan – it is not hard to envisage how tensions could erupt into a full-blown war.

Ellsberg's concern is that the willingness by Washington to use nuclear weapons in 1958 against China is still extant today. That should be a concern for the whole world.

Unlike in 1958, China is now a formidable nuclear power and there is no doubt it would retaliate leading to a nuclear conflagration. Nevertheless, there is a delusion among some American planners that they can win from a pre-emptive strike. The United States is alone among major nuclear powers in not explicitly renounced a first-strike policy.

What is also perplexing is the United States is the only country to have used nuclear weapons of mass destruction in war yet it continues to officially justify that blatant crime as a necessary means to end the Pacific War against Japan. The sense of entitlement and impunity is appalling.

Furthermore, the willingness in 1958 to use nuclear weapons against China was not the only time such an abominable plan was drawn up. There have been several occasions, including:

- In 1949, Washington [formulated](#) Operation Dropshot which planned to drop 300 atomic weapons on 100 cities and towns across the Soviet Union. This was rationalized as a response in the event that the Soviet Union expanded its allegiance among Western European and Asian nations.
- In 1950 and 1953, the administrations of Harry Truman and Ike Eisenhower [warned](#) of using nuclear weapons against China over the latter's support for North Korea in the civil war against American-backed South Korea.
- In 1961, the U.S. Joint Chiefs of Staff [advocated](#) a pre-emptive nuclear attack against the Soviet Union, but they were stood down by President John F Kennedy who was abhorred by the idea. Kennedy went on to implement a landmark arms control treaty with Soviet leader Nikita Khrushchev which many researchers believe led to his assassination by the CIA in 1963.

The propensity by the United States for the use of nuclear weapons can be seen as a form of blackmail and state terrorism against the rest of the world. It has used such weapons without apology, it has explicitly threatened to use such weapons on several occasions, and it continues to tacitly threaten to use these weapons at any time of its choosing. That, in short, is state terrorism.

It no doubt gives the American rulers some pause for thought that China or Russia could retaliate with devastating force. But what is reprehensible and uniquely criminal is the reckless way in which American rulers continue to push the dynamics for war despite their sanctimonious lecturing about upholding "the rules-based international order".

This week, the Biden administration announced it was not rejoining the Open Skies Treaty which the previous Trump administration walked away from. That is at least the third arms-control treaty that the U.S. has unilaterally ditched – the ABM, the INF and now the OST. Again, the United States is gravely undermining global security based on provocative and baseless claims against Russia and China.

When Biden meets President Putin next month in Geneva, the former is said by U.S. media to be going to raise several concerns with the Russian leader. Such conceited reporting implies a grossly misplaced sense of moral authority. The reality is,

however, that Putin will have a lot more genuine and urgent concerns to raise about the American side and its assault on global security.

The fact is the United States is a serial nuclear aggressor whose veneer of supposed virtue is a thin and increasingly transparent disguise for moral bankruptcy. It is the preeminent threat to world peace.

© 2010 - 2021 | Strategic Culture Foundation | Republishing is welcomed with reference to Strategic Culture online journal www.strategic-culture.org.

The views of individual contributors do not necessarily represent those of the Strategic Culture Foundation.